



Réunion du Comité exécutif de la COPA et du Comité exécutif du
Réseau des femmes parlementaires des Amériques

San José, Costa Rica
6 au 8 mars 2012

NOUS, parlementaires des Amériques réunis à San José, au Costa Rica, du 6 au 8 mars 2012, dans le cadre de la XXIV^e Réunion du Comité exécutif de la COPA et du Comité exécutif du Réseau des femmes parlementaires :

NOUS FAISONS écho des déclarations émises dans les derniers jours par divers forums régionaux et birégionaux, comme les Sommets ibéro-américains, le Groupe des 77 et la Chine, le Conseil des chefs d'États et de gouvernements de l'UNASUR, les présidents des États membres du MERCOSUR et ses États associés, la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC), qui ont exprimé un appui décisif envers la position argentine;

NOUS RÉITÉRONS l'intérêt permanent pour les pays de la région que les gouvernements de la République d'Argentine et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord reprennent les négociations afin de trouver le plus rapidement possible une solution pacifique et définitive à ce conflit;

NOUS SOULIGNONS l'importance d'observer les dispositions de l'Assemblée générale des Nations Unies à travers les Résolutions 2065 (XX), 3160 (XXVIII), 31/49, 37/9, 38/12, 39/6, 40/21, 41/40, 42/19 y 43/25 qui invitent instamment les deux parties à poursuivre les négociations, dans le cadre de la Carte des Nations Unies et du droit international, conformément aux recommandations du Comité de décolonisation des Nations Unies, et qu'ils s'abstiennent d'adopter des décisions qui entraîneraient l'introduction de modifications unilatérales à la situation, tant que les îles traversent le processus recommandé par l'Assemblée générale;

NOUS MANIFESTONS notre préoccupation à l'égard de la violation de la Zone de paix (Résolution de l'Assemblée générale de l'ONU 41/11 de 1986) par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord par le biais d'une présence militaire extrarégionale et la présence d'armes nucléaires dans l'Atlantique Sud;

NOUS CÉLÉBRONS la volonté manifestée par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord de se référer à l'Union Européenne pour obtenir de l'information sur les événements récents de la controverse entre les deux pays et appuyons la proposition de l'Argentine voulant que l'Union européenne et l'UNASUR analyse la question des îles Malouines;

NOUS RÉITÉRONS l'importance d'observer le contenu des résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies qui demandent aux deux parties de s'abstenir de prendre des décisions qui entraîneraient l'introduction de modifications unilatérales à la situation, pendant que les îles traversent le processus recommandé par l'Assemblée générale.